

Sekeramayi, les animateurs de la cabale contre Dongo. C'est également, peu après l'élection à la mairie de Mutare d'un indépendant, lui aussi expulsé du parti, une nouvelle preuve que la ZANU-PF n'est pas invincible et que sa popularité est déclinante — au moins dans les zones urbaines. Enfin, la victoire de la candidate indépendante confirme *a contrario* combien les élections d'avril avaient été manipulées, ce qui jette un soupçon d'illégitimité sur l'actuel gouvernement du pays.

Dongo sort de cette saga électorale avec un énorme capital de sympathie dans l'ensemble du pays (comme en témoignent les centaines de coups de téléphone de félicitations reçus de toutes les provinces et venant parfois de parfaits inconnus). De dissidente ZANU-PF localement connue en lutte contre l'appareil de son parti, ce qu'elle était encore à l'orée de l'année 1995, elle est devenue la figure la plus crédible de l'opposition, distan-

çant les partis qui s'en réclament officiellement. Elle estime prématurée la fondation d'un nouveau parti et entend ne pas gaspiller son capital politique dans des aventures sans perspective de succès, telle l'élection présidentielle de 1996 à laquelle certains « amis » — dont les intentions ne sont peut-être pas toujours très pures — la pressent de participer. Dongo va plutôt s'efforcer de travailler avec les autres indépendants chassés de la ZANU-PF et de jouer sur les divisions croissantes au sein du parti au pouvoir, dont certains *backbenchers* lui ont déjà fait savoir qu'ils comptaient sur elle pour mener la fronde au Parlement.

Cette énergique jeune mère de cinq enfants, à l'instruction sommaire — l'équivalent du BEPC — mais à la volonté de fer, n'a pas fini de donner des migraines au président et à ses barons.

Daniel Compagnon
IFRA (Harare)

Les élections tanzaniennes d'octobre 1995

L'INTÉRÊT des élections tanzaniennes d'octobre 1995 ne réside peut-être pas dans la victoire du CCM (Chama Cha Mapinduzi), victoire largement attendue par les différents observateurs, mais dans la mobilisation populaire qu'elles ont suscitée.

En Tanzanie, à la différence de nombreux États africains, le débat sur la démocratisation et l'adoption du multipartisme n'a pas été ouvert

sous la pression de la rue mais par les dirigeants politiques eux-même.

Les bouleversements économiques, nés de la privatisation de certains circuits de production et de distribution et du désengagement de l'État dans les services sociaux, ont accentué les différenciations sociales et entraîné une nouvelle définition de la place et du rôle des citoyens au sein de l'État. L'Ujamaa n'est plus un programme économique

depuis 1986, date de la signature du plan d'ajustement structurel. Il reste cependant jusqu'au début des années 90, l'idéologie officielle du pays. Pourtant ses principes (égalité, négation des conflits sociaux, solidarité nationale organisée par l'État, etc.) sont contredits par la nouvelle réalité sociale. La conférence de Zanzibar (en février 1991) avalise les changements idéologiques dans le pays et prépare le parti à l'introduction du multipartisme : assouplissement des règles d'adhésion, abandon du code des dirigeants (visant à limiter leurs possibilités d'enrichissement). En fait, le parti cherche à élargir sa base sociale, notamment aux groupes sociaux qui sont amenés à jouer un rôle de plus en plus important dans le système capitaliste (représentants du secteur privé).

En prenant l'initiative des réformes, le pouvoir marginalise de fait l'opposition qui ne parvient ni à imposer ses vues, ni à proposer un calendrier de réformes. En 1992, celle-ci n'existe que sous la forme d'associations de défense des droits civiques et des droits de l'homme (Civil and Legal Right Movement de James Mapalala, Liberty Desk du révérend Mitikila, Constitutional Reform de l'avocat Marando et le Committee for Reform and Freedom basé à Zanzibar autour de Shabaan Mlool). Certaines Églises ont également engagé des réflexions sur la démocratisation du pays. Ces mouvements, tolérés par le pouvoir qui n'entrave plus leurs activités, jouissent d'une mauvaise presse et sont soupçonnés d'être influencés par l'étranger car ils sont souvent sponsorisés par les donateurs étrangers et en contacts fréquents avec les délégations diplomatiques basées à Dar es Salaam. Tolérés mais non écoutés, ils ne parviennent pas à s'impo-

ser dans le processus de transition politique que chapeaute le CCM. A plus d'une reprise, ils ont réclamé la tenue d'une conférence nationale associant des représentants de la société civile pour débattre de l'avenir du pays, mais n'ayant ni soutien populaire ni audience quantifiable, le parti a rejeté l'idée d'une telle conférence.

La commission présidentielle chargée de consulter les populations a montré l'attachement de la grande majorité (plus de 70 %) des Tanzaniens pour le système monopartisan (1). Malgré ces résultats, le parti adopte des réformes pour permettre la transition vers le multipartisme. En fait, les dirigeants prennent les devants, conscients que la politique de libéralisation économique, l'accentuation des différenciations sociales et les changements mondiaux, portent à terme une nécessité d'ouverture politique. L'adoption du multipartisme apparaît donc comme une revendication de l'élite politique relayée par les intellectuels et la classe aisée de la bourgeoisie locale. Dans les campagnes, la situation est tout autre. En effet, pour la majorité des Tanzaniens, à commencer par les cadres locaux de l'ancien parti unique, l'attachement au Chama Cha Mapinduzi (le parti de la révolution) est réel même s'il ne repose pas sur une adhésion aux politiques menées depuis une dizaine d'années. Il est lié à la peur qu'inspire le pluralisme politique souvent perçu comme synonyme de désordre et de trouble.

L'ouverture politique dans le pays a été précédée d'une libéralisation de la parole politique liée à

(1) United Republic of Tanzania (URT), *Tume ya Rais ya Mfumo wa Chama Kimoja au Vyama Vingi vya Siasa Tanzania*, Dar es Salaam, NPC, 1991, 3 vol.

l'apparition d'une presse indépendante plus critique et au relâchement de la censure. La multiplicité des titres dorénavant disponibles sur les trottoirs de Dar es Salaam laisse à penser que l'ouverture répond à une demande d'information. Cette presse a révélé plusieurs scandales gênants pour le gouvernement et rapporte régulièrement dans ses colonnes les abus et les incohérences du pouvoir. Pour autant, si ces nouveaux titres contribuent à l'ouverture politique et au processus de démocratisation du pays, ils atteignent vite leurs limites. De qualité très inégale, les tirages sont quelquefois irréguliers et peu importants en raison de difficultés financières et d'une très mauvaise diffusion dans le pays. Ces titres sortent difficilement des grands centres urbains, d'ailleurs peu nombreux (Dar es Salaam, Arusha, Moshi, Zanzibar, etc.) et s'adressent à un public relativement aisé puisqu'ils sont assez chers (entre 150 et 300 shillings tanzaniens). Leur faible diffusion sur le reste du territoire (plus de 70 % des Tanzaniens vivent dans les campagnes) ne leur permet pas de concurrencer les médias d'État (la radio et la presse swahili, *Uhuru* et *Mzalendo*). L'information dans les campagnes est diffusée principalement par les médias d'État relayés de manière informelle par les responsables locaux du CCM, les notables et les lettrés du village. Ce sont souvent eux qui ont annoncé et surtout commenté l'adoption du multipartisme aux villageois.

Depuis l'adoption du multipartisme en Tanzanie, treize partis politiques ont été officiellement enregistrés mais ils sont peu nombreux à pouvoir prétendre à une représentation nationale. En fait, l'opposition apparaît faible et divi-

sée (2). Sa popularité est directement liée au prestige de ses dirigeants. Le NCCR-Mageuzi (National Convention for Construction and Reform-Mageuzi « transformation » en kiswahili) regroupant à l'origine des intellectuels (juristes, universitaires et journalistes), qui s'était fait connaître par sa mobilisation en faveur de l'adoption du multipartisme et de l'abolition des « 40 » lois oppressives en vigueur dans le pays, est devenu au début de l'année 1995 un parti d'envergure nationale à tonalité populiste après le ralliement d'Augustine Mrema. Mrema est un ancien ministre du Travail et de la Jeunesse. En février 1995, il se heurte au gouvernement pour avoir demandé des éclaircissements au Parlement sur un certain nombre de scandales financiers impliquant des personnalités proches du pouvoir. Démis de ses fonctions pour « indiscipline » par le président Mwinyi, il quitte immédiatement le CCM et rejoint le NCCR-M. Son attitude provocatrice lui donne une popularité certaine, une image de pourfendeur de la corruption ambiante. Son adhésion au NCCR-M a changé l'image de ce parti. Les dirigeants, compétents mais peu charismatiques, ont certainement misé sur la popularité de Mrema pour élargir leur base sociale et leur chance d'emporter quelques sièges aux élections parlementaires d'octobre 1995. Il est également évident que Mrema a négocié sa position dans ce parti puisqu'il fut immédiatement nommé candidat à la présidentielle.

En règle générale, les programmes des partis politiques d'opposition, succints et peu diffusés, sont

(2) Chaligha A., Mmuya M., *Political Parties and Democracy in Tanzania*, Dar es Salaam, DSM Univ. Press & Friedrich Ebert Stiftung, 1992, 223 p.

mal connus du public tanzanien. Ils présentent peu d'originalité. Tous s'accordent sur les vertus du système capitaliste et aucun ne remet radicalement en question les directives des instances financières internationales. Les projets de société sont de fait sensiblement les mêmes. Les partis politiques du pays apparaissent élitistes, recrutant leurs dirigeants parmi d'anciens responsables du CCM et parmi les classes urbaines aisées de la société. Leur structure est très hiérarchisée, peu démocratique et leurs ressources sont rares car elles proviennent principalement de dons privés, les cotisations étant faibles et aléatoires.

Au lendemain de l'adoption du multipartisme dans le pays, les nouveaux partis politiques tentent de s'organiser pour trouver leur place dans le paysage politique national. La mobilisation des populations s'avère difficile. Sans accès aux médias d'État, sans réel soutien populaire, l'opposition n'a pas encore la légitimité de fait pour s'adresser et être écoutée par les Tanzaniens. A diverses occasions, elle a tenté de s'impliquer dans des débats politiques (notamment sur les scandales de l'OCI (Organisation de la Conférence islamique) (3), la vente de terres à des étrangers, la question du devenir de l'Union, mais sans dirigeant élu, le gouvernement ne la considère pas comme un interlocuteur valable. On comprend l'insistance des partis de l'opposition pour la tenue d'élections anticipées. Une légitimité électorale leur donnerait une autorité « de fait » pour parler en public et prétendre guider les populations. Sans histoire partagée avec les Tan-

zaniens, ils ont tout à construire (rituels, symboles, références, affects). De 1992 à 1994, par manque de moyens, l'opposition a limité son activité aux centres urbains du pays et à des déclarations médiatiques.

La campagne électorale a débuté mi-95. L'opposition a tenté en vain de présenter un front commun (candidat unique face au CCM pour la présidentielle et les élections parlementaires), mais le manque de coordination entre les responsables locaux et les cadres nationaux a rendu difficile l'application des accords politiques. Certains responsables locaux ont refusé de se désister en faveur du candidat unique et ont préféré rejoindre un parti d'opposition non lié par ces accords. Cette situation nous semble représentative de la situation des partis politiques d'opposition dans le pays. Au-delà de Dar es Salaam, ils apparaissent interchangeable puisqu'ils se définissent principalement par leur opposition à l'ancien parti unique. Les partis d'opposition entrent donc en campagne en position de faiblesse, à la fois à cause de leurs divisions internes (fragmentation, faible médiatisation de leurs programmes politiques, absence de ressources financières, absence de relais locaux à l'échelle villageoise) et à cause de l'ancrage et l'influence du CCM. Familier de tous les Tanzaniens (à défaut d'être toujours populaire) et présent en tous lieux du territoire par le biais des responsables locaux (responsables des dix maisons, responsable de *kata* (4)), l'ancien parti unique jouit d'une autorité de fait. Son implication dans la vie collective locale fait

(3) A. Crozon, « L'adhésion de Zanzibar à l'OCI », *Politique africaine*, n° 52, 1993, pp. 140-144.

(4) Le *kata* est la plus petite division administrative.

de lui plus qu'un parti politique. Il est un interlocuteur et un médiateur quotidien dans la gestion des conflits locaux (qu'ils soient publics ou relevant d'affaires privées).

La campagne électorale va permettre une mobilisation sans précédent des populations tanzaniennes, l'opposition bénéficiant alors d'un temps de parole sur les ondes de la radio nationale. Enfin, la préparation de l'élection par l'administration tanzanienne, l'inscription sur les listes électorales, les campagnes d'information de la Tanganyika Law Society relayée par diverses ONG (églises principalement) modifient progressivement l'attitude des Tanzaniens envers l'opposition. Tous ces éléments contribuent à attiser leur curiosité et à atténuer leur méfiance, donnant enfin à l'opposition une légitimité officielle pour occuper le champ politique.

Le pays tout entier vit alors à l'heure du *Mageuzi*, les changements, dont les élections sont le stade ultime du processus de démocratisation en cours dans le pays depuis trois ans. La campagne électorale est totalement différente de celles qu'ont connus les Tanzaniens auparavant. Tous les partis en lice tentent de réunir leurs troupes et de séduire les citoyens. Les meetings drainent une foule nombreuse, composée non seulement des sympathisants mais aussi de curieux. Certains meetings à Dar es Salaam ont réuni des foules immenses, curieuses et attentives, près de 50 000 personnes pour une réunion de Mrema en septembre, l'équivalent pour Mkapa quelques jours plus tard, qui laissent croire à l'opposition que le vent a tourné en sa faveur. Quand les moyens le permettent, les candidats font souvent deux campa-

gnes, l'une officielle organisée autour des meetings publics, l'autre, informelle, consistant à se faire connaître et apprécier par les villageois. Certains candidats organisent des « *pilau parties* », distribuent des pagnes, des T-shirts et dans certains cas des denrées alimentaires. Ils tentent de pénétrer la vie privée des gens pour témoigner de leur engagement dans la vie quotidienne des Tanzaniens (présence aux enterrements, félicitations envoyées aux mères après une naissance, etc.). L'élection monopolise l'information dans la presse et à la radio. Enfin, une chaîne de télévision privée a organisé un débat politique réunissant les quatre candidats à la présidence. Un climat d'effervescence s'est emparé du pays.

Pourtant, les thèmes des débats au cours de cette campagne ne sont pas très originaux. La lutte contre la corruption et la question de l'Union mobilise l'ensemble des partis. Il faut d'ailleurs noter que le CCM, sur les pressions explicites de Nyerere, a sélectionné un candidat qui doit faire figure de Monsieur Propre, afin de ne pas laisser le monopole de la critique à l'opposition, notamment à Mrema. Le devenir de l'Union tanzanienne est largement débattu par l'opposition pour des raisons évidentes. Depuis deux ans, cette question divise le pays. Partisans du *statu quo* (position officielle du CCM et du gouvernement), d'un seul gouvernement (position de Nyerere), ou d'une fédération à trois gouvernements (position du CUF (Civic United Front), du Chadema et du NCCR-M) s'affrontent sur la question, l'opposition jouant sur les réflexes identitaires des Tanzaniens pour dénoncer la situation privilégiée

giée des insulaires au sein de la République unie (5). Les maladresses politiques du gouvernement de Zanzibar (adhésion à l'OCL, autoritarisme du pouvoir vis-à-vis de l'opposition) contribuent à déconsidérer Zanzibar aux yeux des continentaux. Pendant la campagne, le CCM ne peut déroger à sa position officielle et l'opposition sait utiliser ce thème, largement mobilisateur (utilisation de l'hymne national et du drapeau du Tanganyika). Enfin, l'indigénéisation de l'économie suscite un important débat. La libéralisation économique a relancé le dynamisme commercial des communautés indiennes et, dans une moindre mesure, arabes et l'opposition accuse le gouvernement de les favoriser au détriment des entrepreneurs africains (6). Il est vrai que la communauté commerçante du pays offre un soutien rarement dénué d'intérêt au pouvoir en place. De manière générale, l'opposition a mené une campagne électorale basée sur le dénigrement systématique de l'ancien parti unique, dénonçant ses erreurs et ses malversations, insistant sur l'incompétence réelle ou supposée de ses candidats, et n'a pas vraiment développé les lignes de son programme politique. De son côté, le CCM, supposant sa politique connue, cherche principalement à convaincre les Tanzaniens que la continuité signifie le calme et la rupture, le chaos. Cette idéologie de l'ordre remue effectivement une corde sensible des Tanzaniens.

(5) Les Zanzibaris jouissent d'une représentation numérique dans les institutions nationales (50 députés sur 232 au Parlement), et Zanzibar reçoit environ 10 % de l'aide internationale attribuée à la Tanzanie, alors que sa population représente environ 3 % de la population du pays.

(6) Différents scandales financiers sur les exemptions de taxes douanières mettent en cause des commerçants indiens et des hauts responsables de l'État.

Les exemples de la Somalie, du Rwanda et, dans une certaine mesure, du Kenya, habilement utilisés par le pouvoir, alimentent une conviction souvent répandue selon laquelle le consensus garantit la paix sociale alors que le pluralisme politique apporte la division et le conflit.

Les élections générales tanzaniennes se sont déroulées en deux temps. Le 22 octobre, les Zanzibaris se sont rendus aux urnes pour élire leurs représentants pour les institutions locales (Parlement de Zanzibar et président). Le 29, les Tanzaniens ont à leur tour élu leurs députés et le président de la République. Les résultats de Zanzibar, contestés par l'opposition, donnent à celle-ci 24 sièges sur 50, et le président sortant, Salmin Amour, est réélu à une très courte majorité (50,2 %). A l'échelle nationale, la victoire du CCM n'est pas une surprise, seule surprend son ampleur. Le CCM remporte 187 sièges sur 232 que compte le Parlement. Les résultats du scrutin sont une défaite évidente pour l'opposition (seulement 54 élus dont 24 à Zanzibar (7)) qui paie le prix de ses divisions. Le système électoral tanzanien, un scrutin majoritaire uninominal à un tour, masque néanmoins l'audience rencontrée par l'opposition, notamment dans les régions riches du pays (Moshi, Arusha, Kagera, Kigoma, Kilimandjaro, Mbeya). Elle réunit environ 40 % des suffrages au niveau national. Les résultats de la présidentielle sont identiques, Mkapa l'emportant avec 61 % des voix exprimées (8).

(7) Le CCM a 187 députés élus, le CUF 24 (tous issus de Zanzibar), le NCCR-M 15 députés, l'United Democratic Party et le Chadema 3 députés chacun.

(8) Mrema du NCCR-M : 27,8 %, Lipumba du Civic United Front : 6,4 % et Cheyo de l'United Democratic Party : 4 %.

Si l'opposition dénonce la fraude, elle n'a pas réuni de preuves tangibles et les observateurs (nationaux et étrangers) semblent plutôt satisfaits du déroulement des élections en dépit de quelques défaillances (9). Le CCM a su garder l'entier contrôle du processus de démocratisation et les résultats du scrutin attestent de son audience dans le pays. Si la faiblesse de l'opposition a contribué à cette victoire, dans certaines circonscriptions, la compétition électorale a également obligé les cadres du CCM à une nouvelle approche des

enjeux locaux et à une plus grande transparence des pratiques du pouvoir. Si l'adoption du multipartisme en Tanzanie n'a pas modifié le paysage politique, elle a contraint l'ancien parti à des réformes internes et à un renouvellement partiel de ses cadres.

Ariel Crozon

(9) Les élections à Dar es Salaam ont dû être annulées et reportées pour des raisons pratiques (retard dans l'acheminement des bulletins de vote et ouverture tardive des bureaux par exemple).

Zizanie à Zanzibar : les élections d'octobre 1995

EN octobre 1995, les premières élections pluralistes depuis l'adoption du multipartisme ont eu lieu en Tanzanie. A l'échelle du pays, aucun parti n'était en mesure de menacer sérieusement la position de l'ancien parti unique, le Chama Cha Mapinduzi (CCM — parti de la révolution). En revanche, sur les îles de Zanzibar (Unguja et Pemba), le CCM voyait sa position contestée par une opposition, active depuis de nombreuses années et qui pouvait désormais prétendre accéder légalement au pouvoir (1). Les élections de Zanzibar (les élections locales ont eu lieu le 22 octobre, les

élections nationales le 29) revêtaient donc une importance particulière, non seulement locale, mais aussi nationale puisque la surreprésentation (2) des insulaires au Parlement tanzanien permettait à l'opposition de compter sur une représentation conséquente.

Les résultats des élections insulaires et nationales ont attesté une fois de plus de la spécificité politique des îles au sein de l'ensemble national. De par l'originalité de son statut politique (statut de semi-autonomie) et la particularité de son parcours politique depuis la révolution, Zanzibar se distingue de l'ensemble national et ne partage pas les mêmes aspirations que son

(1) Zanzibar jouit d'un statut de semi-autonomie au sein de la République unie de Tanzanie. Les Zanzibaris disposent de leur propre gouvernement et Parlement (Chambre des représentants) chargés des affaires internes des îles et ils participent aux institutions nationales (élection du président de la République et des députés siégeant au Parlement national).

(2) Au Parlement, Zanzibar dispose de 50 sièges pour près de 900 000 habitants et le continent de 182 pour plus de 35 millions d'habitants, soit 1 député pour 7 000 électeurs sur les îles et 1 député pour environ 50 000 électeurs sur le continent.